



Università degli Studi di Roma "Tor Vergata"

University of Rome TOR VERGATA

**Présentation de la thèse de doctorat
Tiziana Nicolini**

Les Fonds souverains dans l'économie mondialisée entre la géopolitique, la démocratie et le marché

Cette étude analyse la façon dont les marchés influencent la société contemporaine, mettant ainsi en évidence la perméabilité des frontières entre la politique et l'économie. Une attention particulière a été portée au rôle joué par les garants de l'Etat qui ont eu à modifier leurs modes d'action et ont été obligés d'utiliser de nouveaux instruments ou des instruments créés à des fins différentes. Un exemple typique est celui des Fonds souverains - ou *Sovereign Wealth Funds (SWF)* en anglais - à travers lesquels l'État est en capacité d'agir aussi comme un agent sur le marché.

La première section (chapitre 1) est consacrée à la reconstruction et justification philosophique d'une vision délibérative de la démocratie. Dans cette vision, des processus de gouvernance sont considérés comme capables de produire des résultats non seulement légitimes, mais aussi rationnels et partageables d'un point de vue substantiel. Cette légitimation permet de les considérer également comme permettant de mettre en évidence les éléments de paternité démocratique qui survivent au-delà de la dimension nationale, grâce aux caractéristiques de transparence, d'*embeddedness* et d'*accountability*.

La deuxième partie de la thèse (chapitres 2 et 3) offre à la fois une analyse générale et détaillée sur les Fonds souverains. Les Fonds souverains sont le reflet de la transformation structurelle de la finance mondiale, où l'État fonctionne dans un environnement hybride dans lequel coexistent des intérêts politiques et les forces du marché.

Les Fonds peuvent être associés aux véhicules d'investissement financier, mais ils sont caractérisés par leur création sur des fonds publics et ont été mis en place par des pays qui, au cours des dernières décennies, se sont principalement enrichis grâce à l'extraction et la vente de matières premières dans le

Dipartimento di Storia, Patrimonio culturale, Formazione e Società
Department of History, Humanities and Society

Via Columbia, 1 - 00133 Roma



Università degli Studi di Roma "Tor Vergata"

University of Rome TOR VERGATA

domaine de l'énergie (pays arabes du Golfe et Russie) ou en raison de la délocalisation de la production et les exportations de biens de consommation (Chine et Singapour).

L'analyse a été consacrée aux Fonds souverains comme outils qui, mieux que d'autres, mettent en évidence l'opacité et le pouvoir discrétionnaire de l'action politico-économique et illustrent le rôle de plus en plus central de l'économie dans les choix politiques. Dans les Fonds souverains, le mandat institutionnel et la structure de gouvernance sont considérés comme des éléments centraux dans la recherche d'une justification démocratique de la gestion, ainsi que des éléments nécessaires au marché afin de reconnaître aux Fonds souverains leur rôle d'acteurs économiques. Le modèle actuel de réglementation, identifié dans les Principes de Santiago, montre la volonté des gestionnaires de Fonds de revendiquer leur autonomie vis-à-vis de la politique et la priorité des motifs économiques dans leurs choix d'intervention sur le marché. En même temps, il devient évident que trop peu d'attention est accordée à la justification nécessaire des activités envers les citoyens, qui sont les véritables propriétaires des ressources.

Pour faciliter la compréhension des chevauchements d'actions politiques et économiques, des cas réels sont présentés afin d'identifier les principales des structures multiformes adoptées par les Fonds souverains. D'autres cas réels permettent la présentation des caractéristiques et spécificités de certains Fonds considérés comme de référence sur la scène mondiale (Norvège, Chine et Singapour) et d'autres considérés comme des variantes de ces références (Qatar, Russie, Israël, Palestine, et Italie). En outre, une attention particulière a été portée au rôle croissant des Fonds souverains en Afrique (avec la Libye, l'Angola et le Fond Chine-Afrique).

Enfin, une troisième partie de la thèse (chapitre 4) est consacrée à la présentation d'une catégorisation susceptible de constituer une alternative à celles déjà proposées dans la littérature.

Ces typologies sont basées sur des formes et des fonctions économiques, alors que la nouvelle proposition utilise une perspective endogène qui met en évidence le degré d'indépendance dans les procédures opérationnelles de prise de décision. L'indépendance dans la gestion opérationnelle est proposée comme un indicateur non seulement de la distance vis-à-vis de la politique, mais aussi du degré



Università degli Studi di Roma "Tor Vergata"

University of Rome TOR VERGATA

possible de soustraction au mandat démocratique (possible uniquement si le pays qui détient les Fonds ne dispose pas des moyens nécessaires de surveillance et de contrôle).

Il est proposé la méthode de «l'évaluation de la preuve» pour évaluer et comparer des informations non harmonisées, collectées à partir de sources hétérogènes. L'intégration des informations provenant de sources multiples (institutions, ONG, marché) permet à la fois d'étudier les caractéristiques individuelles et d'obtenir une vue d'ensemble permettant de réduire l'asymétrie d'information existant entre les gestionnaires des Fonds et les diverses parties prenantes, au-dessus desquelles les citoyens, à la fois des pays qui détiennent les Fonds et des pays qui accueillent les investissements.

Sur la base des typologies de Fonds souverains définies et illustrées dans cette thèse, il a été créé une application qui se veut à la fois une aide à l'évaluation de la preuve des Fonds individuels et un exemple d'utilisation de la méthodologie proposée. Cette application a mis en évidence la possibilité d'identifier un type idéal - celui du «migrant» - qui regroupe les actions des individus, et ainsi d'identifier ex ante le potentiel d'action politique et / ou le revenu d'un Fonds particulier.

En conclusion, l'analyse des Fonds souverains permet de mettre en évidence la coexistence des acteurs politiques et économiques anciens et nouveaux dans une réalité pas encore réductible à des modèles opérationnels sur lesquels appliquer des mesures réglementaires. En effet, la réalité actuelle est toujours en (trans)formation, de sorte que les zones d'intervention réglementaires sont soumises (i) au chevauchement des pouvoirs, (ii) à une forte opacité d'information ainsi que (iii) au risque de défaut dans l'accomplissement du mandat démocratique.

Il est enfin proposé quelques hypothèses d'évolutions possibles. La direction privilégiée est celle d'une plus grande responsabilité non seulement économique mais surtout démocratique, et le moyen identifié pour y parvenir est un niveau d'information qui permette l'identification des organes de décision à l'intérieur des Fonds et au sein des institutions des pays qui les possèdent.